

# Les Marocains du Maghreb : de l'absence d'intégration régionale à une mondialisation migratoire limitée (Algérie et Tunisie) <sup>1</sup>

Betty Rouland

Edité par la Fondation Hassan II des Marocains résidant à l'étranger, *Marocains de l'Extérieur - 2017* est un ouvrage collectif qui dresse un bilan des tendances migratoires de la communauté marocaine dans le monde. Au-delà de proposer une synthèse sur des thématiques inhérentes aux migrations contemporaines (vieillesse, féminisation, régionalisation, développement, etc.), l'ossature de cet ouvrage présente la particularité d'examiner la communauté marocaine à l'étranger par pays. Ce dernier ouvrage se distingue de l'édition précédente par l'élargissement du nombre de pays étudiés. En 2013, deux études seulement portaient sur les Marocains dans les pays africains et arabes (El Farah, 2013 ; Ezzine, 2013). Avec deux chapitres examinant, de manière distincte, la situation des ressortissants marocains dans les pays du Maghreb et du Golfe, cette nouvelle étude s'inscrit dans une volonté de déconstruire des aires culturelles peu pertinentes tout en rendant compte de dynamiques migratoires encore largement ignorées en Afrique du Nord.

Initialement, le chapitre « Marocains du Maghreb » ambitionnait de couvrir trois pays maghrébins : l'Algérie, la Libye et la Tunisie. Du fait de l'instabilité politique en Libye, limitant drastiquement la collecte d'informations, l'analyse s'est

focalisée sur l'Algérie et la Tunisie. Au vu d'un outillage statistique peu fiable dans les deux pays concernés, les données exploitées proviennent des registres consulaires, soit un consulat à Tunis contre trois en Algérie, à Alger, Oran et Sidi Bel-Abbès. Or, de même que pour les recensements de populations, lesdits registres présentent de nombreux biais liés aux sur/sous-déclarations, auxquels s'ajoutent ceux liés aux binationaux qui échappent aux instruments de mesure. Afin de compléter les données officielles peu significatives, des entretiens ont été menés auprès d'acteurs institutionnels et de membres d'associations marocaines. Par ailleurs, force est de constater que la littérature scientifique demeure embryonnaire sur le sujet. Les mobilités intra-maghrébines constituent, en effet, un objet de recherche encore très peu développé, hormis quelques exceptions telles que Brunet, 1958 ; Aziza, 2012 ; Boubakri, Mandhouj, 2013. Autrement dit, ce chapitre ne prétend guère à l'exhaustivité mais ouvre, au contraire, un vaste chantier scientifique tout en invitant à investir un champ d'étude en devenir.

À travers les études de cas de l'Algérie et de la Tunisie, le texte offre deux radiographies qui identifient les dynamiques, les profils ainsi que la condition des ressortissants marocains, en privilégiant une approche

multiscale (échelle nationale, consulaire, transfrontalière et locale). Jusqu'à très récemment encore, le Maghreb était considéré comme une région d'émigration massive alors que l'ancrage des Marocains dans les pays maghrébins remonte à l'époque coloniale française, période de suractivation des flux migratoires intra-maghrébins (Taïeb, 2012). Ces derniers répondent au développement de l'économie coloniale et reposent sur des logiques transfrontalières, intra-régionales voire même transnationales: une. Plus encore, le texte s'intéresse à la manière dont la condition des Marocains, dans les deux pays étudiés, est révélatrice d'une absence d'intégration régionale « par le haut » et d'une mondialisation migratoire subséquentement limitée. À ce titre, la fermeture « officielle » de la frontière terrestre maroco-algérienne, alors que les ressortissants de chaque pays sont exemptés de visa, exprime un des paradoxes les plus symptomatiques de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) dont la création visait pourtant à favoriser l'intégration commerciale de la région, ainsi qu'à encourager la libre circulation. Aux nombreuses barrières juridico-administratives s'ajoutent des logiques discriminantes quant à l'accès à l'emploi. En Algérie comme en Tunisie, on privilégie l'embauche de la population autochtone, ce qui ne

fait qu'accentuer les difficultés rencontrées par les migrants marocains. Des filières migratoires marocaines spécifiques se sont développées au cours de ces dernières décennies, de l'attractivité du secteur minier à Gafsa durant la période coloniale en passant par les filières de gardiennage et de la maroquinerie à la mobilité des plâtriers et des étudiants. Dans les deux pays étudiés, les travailleurs marocains semblent confrontés aux mêmes difficultés, à savoir un accroissement de la paupérisation dû à des problèmes administratifs et socio-économiques. Dans une région considérée comme amorphe, et par conséquent, peu attractive, on observe cependant, des interactions tissées par des mobilités « par le bas » qui s'inscrivent dans des logiques de contournement et d'adaptation à l'image des dynamiques transfrontalières et du *trabendo* à la frontière maroco-algérienne (Moussaoui, 2015). En d'autres termes, cette étude met en exergue le décalage entre ce que les économistes interprètent comme le « Non Maghreb », les données « officielles », peu représentatives des réalités migratoires et les mobilités « en pratique ». Informelles ou méconnues, elles répondent à des processus de régionalisation « par le bas ».

1. ROULAND Betty, 2018, « Les Marocains du Maghreb : de l'absence d'intégration régionale à une mondialisation migratoire limitée (Algérie et Tunisie) », in M. BERRIANE (dir.), *Marocains de l'extérieur - 2017*, Rabat, Fondation Hassan II des Marocains résidant à l'étranger, 645 – 674.

\*\*\*

Published by the Hassan II Foundation for Moroccans residing abroad, *Marocains de l'extérieur - 2017*, is a collective work which takes stock of the migratory trends of the Moroccan community in

the world. Beyond proposing a synthesis on contemporary migration's inherent themes (aging, feminization, regionalization, development, etc.), the book's framework examines the abroad Moroccan community by country. This latter edition is distinguished from the previous one by the expansion of the number of countries studied. In 2013, only two studies focused on Moroccans in African and Arab countries (El Farah, 2013 ; Ezzine, 2013). With two chapters separately examining the situation of Moroccan nationals in the Maghreb and Gulf countries, this new study is part of the desire to deconstruct irrelevant cultural areas while reporting migratory dynamics that are still largely ignored in North Africa.

Initially, the “Moroccans of Maghreb” chapter aimed to cover three Maghreb countries: Algeria, Libya and Tunisia. Due to political instability in Libya, which drastically limits the collection of information, the analysis is focused on Algeria and Tunisia. Given the unreliable statistical tools in both of the concerned countries, the data used in this study are coming from consular registers (one consulate in Tunis, against three in Algeria: Algiers, Oran and Sidi Bel-Abbès). However, just as for population censuses, these registers have many biases linked to over/under declarations, to which are added those linked to binational persons who escape measurement instruments. In order to complete the significant official data, interviews were conducted with institutional actors and members of Moroccan associations. In addition, it is clear that the scientific literature remains rudimentary on the subject. Intra-Maghrebian mobility is still a very little developed research object,

despite few exceptions such as Brunet, 1958 ; Aziza 2012 ; Boubakri, Mandhouj, 2013. In other words, this chapter does not pretend to be exhaustive but rather opens up to a future vast in-depth study.



Through the case of Algeria and Tunisia, the study offers two analyses that permit to identify the dynamics, the profiles and the conditions of Moroccan nationals, with a multi-scalar approach (national, consular, cross-border and local scale). Until very recently, Maghreb was considered as a massive emigration region while the integration of Moroccans in the Maghreb countries dates back to the French colonial period, time of over-activation for intra-Maghreb migration flows (Taëb, 2012). Those flows respond to the development of the colonial economy and are based on cross-border, intra-regional or even transnational logics. More importantly, this work shows the way Moroccans conditions in both countries reveal a lack



of regional integration “from above” and of a subsequently limited migratory globalization. As such, the “official” closure of the Moroccan-Algerian land border, while the nationals of both countries are exempted from visa, expresses the most symptomatic paradoxes of the Arab Maghreb Union (AMU), whose creation aimed yet to promote commercial integration and the free circulation. In addition to numerous legal and administrative barriers, there are discriminating logics regarding the access to employment. In Algeria, as in Tunisia, we favour the hiring of indigenous population, which only accentuates the difficulties met by Moroccan migrants. Specific migratory networks have been developed through the past decades, from the attractiveness of the mining sector in Gafsa during the colonial period by way of security sector and leather work to the mobility of the plasterers and the students. In both countries, Moroccan workers seem to face the same difficulties, namely an increase in impoverishment due to administrative and socio-economic problems. In a region considered to be amorphous, and therefore unattractive, we however observe interactions made by “from below” mobility which are part of bypass and adaptation logics, as we can see in the cross-border dynamics and trabendo on the Moroccan-Agerian border (Moussaoui, 2015). In other words, this study highlights the gap between what economists call “No Maghreb”, “official” data, which are not very representative of migratory realities and mobility “in practice”. Whether informal or unknown, they respond to regionalization processes “from below”.

ولمحات عن الأشخاص وكذلك وضعية المواطنين المغاربة وذلك من خلال تفضيل نهج متعدد المقاييس (الوطني والقنصلي وعبر الحدود والمحلي). إلى حد وقت قريب جدًا، كان المغرب العربي يُعتبر منطقة هجرة جماعية بينما يعود ترسيخ المغاربة في البلدان المغاربية إلى فترة الاستعمار الفرنسي. استنادًا إلى المنطق العابر للحدود وداخل الأقاليم وحتى عبر الوطني، تم إنشاء قنوات هجرة داخل المغرب الكبير استجابة لتطور الاقتصاد الاستعماري : فترة تاريخية من التنشيط المفرط لتدفقات الهجرة داخل المغرب العربي (الطيب، 2012). علاوة على ذلك، فقد إعتنى البحث بالطريقة التي تدل بها حالة المغاربة في البلدين المدروسين على الافتقار إلى التكامل الإقليمي « من فوق » وعولمة الهجرة المحدودة في وقت لاحق. على هذا النحو فإن الإغلاق « الرسمي » للحدود البرية المغربية الجزائرية والحال أن مواطني كل بلد معفيون من التأشيرة يعبر عن واحدة من أكثر المفارقات لاتحاد المغرب العربي (AMU) الذي كان من جملة أهدافه دفع وترسيخ التكامل التجاري للمنطقة مع تشجيع حرية الحركة. بالإضافة إلى العديد من الحواجز القضائية والإدارية يوجد منطق تمييزي فيما يتعلق بالحصول على الشغل. في الجزائر كما هو الحال في تونس يقع تفضيل توظيف السكان الأصليين الأمر الذي يبرز الصعوبات التي يواجهها المهاجرون المغاربة داخل المجال المغربي. خلال العقود الأخيرة تطورت قطاعات مهاجرة مغربية محددة بدءًا بجاذبية قطاع المناجم بقفصة خلال الفترة الاستعمارية مروراً بقطاعات الحراسة والسلع الجلدية وصولاً إلى تنقل عمال الجص والطلاب. بشكل عام يجابه العمال المغاربة عوائق مشتركة في البلدين المدروسين : المشاكل الإدارية والاجتماعية الاقتصادية مع تقادم الفقر. في منطقة تعتبر غير متبلورة وبالتالي غير جذابة ، نلاحظ مع كل ذلك التفاعلات المتبلورة من خلال الحركات « من الأسفل » والتي تعد جزءًا من منطق التحايل والتكيف مع صورة الديناميات عبر الحدود و « الترابيندو » على الحدود المغربية الجزائرية (موسوي، 2015). باختصار تسلط هذه الدراسة الضوء على الفجوة والتعارض بين ما يفسره الاقتصاديون على أنها بيانات « مضادة لفكرة المغرب العربي » و « رسمية »، والتي لا تمثل بشكل كبير حقائق الهجرة والتنقل « في الواقع الملموس » وسواء كانت هذه التنقلات غير رسمية أو غير معروفة فإنها تستجيب لعمليات الهيكلية الإقليمية « من الأسفل ».

\*\*\*

تم نشر هذا الكتاب من قبل مؤسسة الحسن الثاني للمغاربة المقيمين بالخارج في سنة 2017 وهو عمل جماعي يقيم اتجاهات الهجرة للجالية المغربية في العالم. علاوة على كونه يقترح توليفًا حول المواضيع المتأصلة في الهجرة المعاصرة (الشيخوخة، التأنيث، الإقليمية، التنمية، إلخ) يبرز إطار هذا العمل خصوصية فحص المجتمع المغربي في الخارج حسب كل بلد. يتميز هذا العمل الأخير عن الإصدار السابق بتوسيع عدد البلدان التي تمت دراستها. في عام 2013، ركزت دراستان فقط على المغاربة في البلدان الأفريقية والعربية (دارالفرح، 2013 ؛ الزين، 2013). من خلال قسمين يفحصان بشكل منفصل وضع المواطنين المغاربة في المغرب العربي ودول الخليج، تشكل هذه الدراسة الجديدة جزء من الرغبة في تفكيك المجالات الثقافية محدودة الأهمية مع مراعاة ديناميكيات الهجرة التي وقع تجاهلها إلى حد كبير في إفريقيا الشمالية.

في البداية يطمح فصل « مغاربة المغرب العربي » إلى دراسة ثلاث دول مغاربية : الجزائر وليبيا وتونس. بسبب عدم الاستقرار السياسي في ليبيا مما يحد بشكل كبير من القدرة على جمع المعلومات ركز التحليل على الجزائر وتونس. في ضوء الأدوات الإحصائية غير الموثوقة في البلدين المعنيين تحصلنا على البيانات المستخدمة من السجلات القنصلية (قنصلية واحدة في تونس مقابل ثلاثة في الجزائر العاصمة، الجزائر، وهران، و سيدي بلعباس). رغم كل ذلك وكما هو الحال في تعدادات السكان، فإن لهذه السجلات العديد من التحيزات المرتبطة بالإفراط / نقص التصريحات والتي تضاف إليها تلك المرتبطة بالمواطنين ثنائيي الجنسية الذين يتجنبون أدوات القياس. من أجل استكمال البيانات الرسمية الضئيلة أجريت المقابلات مع الجهات الفاعلة المؤسسية وأعضاء الجمعيات المغربية. بالإضافة إلى ذلك، يبدو جليًا أن الأدبيات العلمية تظل جنينية حول هذا الموضوع. في الواقع، تشكل الحركات داخل المغرب الكبير موضوعًا بحثيًا لا يزال محدودًا جدًا (مع بعض الاستثناءات مثل برونيث، 1958 ؛ عزيزة، 2012 ؛ بوبكري، منسوج، 2013). بعبارة أخرى لا يدعي هذا الفصل أنه شامل بل يفتح مجالًا علميًا واسعًا بينما يدعو للاستثمار في مجال الدراسة قيد الإنشاء.

من خلال دراسة حالات في الجزائر وتونس يقدم النص صورة واضحة لتحديد الديناميكيات